

# Rapport financier

Exercice terminé le 31 décembre 2020

## ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Julie Brazeau, atteste la véracité du Rapport financier de Ville de Sainte-Adèle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

[Originale signée]

Signature Julie Brazeau Date 14 février 2021

# Table des matières

## États financiers audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État des résultats	4
État de la situation financière	5
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	21
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	22
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	23
Charges par objets	24
Excédent (déficit) accumulé	25
Avantages sociaux futurs	29

## Renseignements financiers non audités

Analyse des revenus	36
Analyse des charges	48

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la VILLE DE SAINTE-ADÈLE

### Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers de la VILLE DE SAINTE-ADÈLE (l'« entité »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2020 et les états des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE SAINTE-ADÈLE au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Autre point

En novembre 2020, le professionnel en exercice signataire du rapport précédent s'est joint à la firme MPA société de comptables professionnels agréés inc. Ce professionnel en exercice indépendant avait exprimé sur ces états une opinion non modifiée en date du 11 mai 2020.

### Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE DE SAINTE-ADÈLE inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S17, S-18, S23-1, S23-2 et S23-3 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

### **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

### **Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

· nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

· nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

· nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

MPA inc. Société de comptables professionnels agréés / Robert Arbour CPA auditeur, CA  
Montréal le 17 juin 2021

**ÉTAT DES RÉSULTATS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		Budget	Réalizations	
		2020	2020	2019
<b>Revenus</b>				
Taxes	1	25 408 000	25 314 736	24 532 925
Compensations tenant lieu de taxes	2	524 800	480 925	462 210
Quotes-parts	3			
Transferts	4	5 036 604	6 215 452	3 078 912
Services rendus	5	1 343 480	1 193 213	1 419 657
Imposition de droits	6	1 792 400	3 286 827	1 936 594
Amendes et pénalités	7	158 100	217 458	210 149
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	347 000	353 642	435 256
Autres revenus	10	23 500	185 669	(1 886)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	34 633 884	37 247 922	32 073 817
<b>Charges</b>				
Administration générale	14	4 810 278	4 441 379	4 234 901
Sécurité publique	15	4 573 666	4 671 000	4 803 293
Transport	16	8 544 699	8 694 748	8 579 636
Hygiène du milieu	17	8 454 930	7 588 816	8 158 983
Santé et bien-être	18	164 100	188 565	161 379
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 188 264	1 168 884	1 149 395
Loisirs et culture	20	3 325 493	2 830 376	3 165 562
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 248 740	1 158 983	1 173 069
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	32 310 170	30 742 751	31 426 218
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	25	2 323 714	6 505 171	647 599
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		32 941 465	28 606 721
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			3 687 145
Solde redressé	28		32 941 465	32 293 866
<b>Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice</b>	29		39 446 636	32 941 465

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S17.**

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020	2019
<b>ACTIFS FINANCIERS</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	1 838 609	
Débiteurs (note 5)	2	14 480 631	10 287 617
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	16 319 240	10 287 617
<b>PASSIFS</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		110 950
Emprunts temporaires (note 10)	10		1 696 480
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	5 545 287	5 002 265
Revenus reportés (note 12)	12	1 889 558	1 322 679
Dette à long terme (note 13)	13	48 399 262	46 107 967
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	55 834 107	54 240 341
<b>ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)</b>	17	(39 514 867)	(43 952 724)
<b>ACTIFS NON FINANCIERS</b>			
Immobilisations (note 16)	18	78 379 351	76 428 636
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19	43 964	43 964
Stocks de fournitures	20	495 511	400 154
Autres actifs non financiers (note 18)	21	42 677	21 435
	22	78 961 503	76 894 189
<b>EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ</b>	23	39 446 636	32 941 465

Obligations contractuelles (note 19)  
Droits contractuels (note 20)  
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	
		<b>2020</b>	<b>2020</b>	<b>2019</b>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	2 323 714	6 505 171	647 599
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	13 026 589 )(	7 025 007 )(	9 071 989 )
Produit de cession	3	2 000	67 540	164 169
Amortissement	4	5 127 020	5 054 207	5 127 020
(Gain) perte sur cession	5	(2 000)	(47 455)	496 085
Réduction de valeur / Reclassement	6			1 102
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(7 899 569)	(1 950 715)	(3 283 613)
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(95 357)	(37 744)
Variation des autres actifs non financiers	11		(21 242)	8 933
	12		(116 599)	(28 811)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14			
<b>Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)</b>	15	<b>(5 575 855)</b>	<b>4 437 857</b>	<b>(2 664 825)</b>
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	16		(43 952 724)	(41 341 899)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17			54 000
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18			
Solde redressé	19		(43 952 724)	(41 287 899)
<b>Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice</b>	20		<b>(39 514 867)</b>	<b>(43 952 724)</b>

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020	2019
<b>Activités de fonctionnement</b>			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 505 171	647 599
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	5 054 207	5 127 020
Autres			
▪ (Gain) Perte sur cession	3	(47 455)	496 085
▪ Réduction de valeur	4		1 102
	5	11 511 923	6 271 806
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(4 193 014)	620 554
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	543 022	(847 079)
Revenus reportés	9	566 879	(151 505)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(95 357)	(37 744)
Autres actifs non financiers	13	(21 242)	8 933
	14	8 312 211	5 864 965
<b>Activités d'investissement en immobilisations</b>			
Acquisition	15	( 7 025 007 )	( 9 071 989 )
Produit de cession	16	67 540	164 169
	17	(6 957 467)	(8 907 820)
<b>Activités de placement</b>			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	( )	( )
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	( )	( )
Cession	21		
	22		
<b>Activités de financement (note 4)</b>			
Émission de dettes à long terme	23	12 838 801	13 462 000
Remboursement de la dette à long terme	24	( 10 547 801 )	( 9 265 000 )
Variation nette des emprunts temporaires	25	(1 696 480)	(1 116 980)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	295	(34 680)
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	594 815	3 045 340
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>	30	1 949 559	2 485
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	(110 950)	(167 435)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		54 000
Solde redressé	33	(110 950)	(113 435)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)</b>	34	1 838 609	(110 950)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**1. Statut de l'organisme municipal**

La Ville de Sainte-Adèle est un organisme municipal régie par la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par le conseil composé de six conseillers et un maire.

**2. Principales méthodes comptables**

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S17 et S18, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1, S23-2 et S23-3.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

**A) Périmètre comptable et partenariats**

S.O.

**a) Périmètre comptable**

S.O.

**b) Partenariats**

S.O.

**B) Comptabilité d'exercice**

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

**Estimations comptables**

La préparation des états financiers de la Ville de Sainte-Adèle, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

**C) Actifs**

S.O.

**a) Actifs financiers**

**Trésorerie et équivalents de trésorerie**

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**b) Actifs non financiers****Stocks**

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices. Ces stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

**Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes:

Infrastructures 15 à 40 ans  
 Bâtiments 15 à 40 ans  
 Véhicules 2 à 15 ans  
 Machinerie, outillage et équipement 1 à 20 ans  
 Ameublement et équipement de bureau 1 à 10 ans  
 Autres 1 an

Les oeuvres d'art ne sont pas constatées à titre d'immobilisations corporelles dans les états financiers. Tout montant encouru pour acquérir une oeuvre d'art est porté immédiatement en charge. La ville possède des sculptures et des tableaux réalisés par des artistes locaux.

**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette.

**Autres actifs non financiers**

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

S.O.

**D) Passifs**Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur

## NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

### **Revenus reportés**

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux et du fonds pour la réfection et l'entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par ces fonds.

### **Subventions reportées du gouvernement du Québec**

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subventions est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

### **E) Revenus**

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;

les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement ;

les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur ;

les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance ;

les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits ;

les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions ;

les revenus d'intérêts sont comptabilisés dans l'exercice au cours duquel ils sont gagnés;

les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf dans la mesure où les stipulations de l'accord

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**F) Avantages sociaux futurs**

**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux (RREM) auquel participe la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées. Il en est de même pour le régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM).

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite par financement salarial offert par la ville à ses pompiers est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent des charges de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles la ville reporte l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, les DCTP représentent aussi, en contrepartie, la part des frais reportés financés à long terme, essentiellement des frais d'émission de la dette à long terme, dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public ainsi que des dépenses de fonctionnement non encore réalisées et par conséquent non encore imputées aux activités de fonctionnement bien qu'ayant déjà fait l'objet d'un financement à long terme.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

remboursement en capital de cette dette.

- Éléments présentés à l'encontre des DCTP:

- pour le financement des activités de fonctionnement: au fur et à mesure de l'amortissement des frais reportés liés à la dette à long terme.

- Composantes du Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- les DCTP sont débités ou crédités à même toute écriture affectant la dette à long terme à titre de Financement à long terme des activités de fonctionnement ou de Remboursement de la dette à long terme, dans la conciliation à des fins fiscales servant à établir l'excédent de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales.

#### H) Instruments financiers

S/O

#### I) Autres éléments

##### Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

### 3. Modification de méthodes comptables

S/O

### 4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	1 838 609	209 587
Découvert bancaire	2 (	)	( 320 537 )
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪	4		
▪	5		
▪	6		
▪	7		
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice</b>	<b>8</b>	<b>1 838 609</b>	<b>(110 950)</b>
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	270 641	21 263
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10	6 430 000	5 510 266

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**5. Débiteurs**

		2020	2019
Taxes municipales	11	2 205 973	2 103 588
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	9 778 656	6 486 525
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	175 535	198 758
Organismes municipaux	15	15 279	82 209
Autres			
▪ Frais de cour, amendes, autres	16	2 142 175	1 287 624
▪ Intérêts sur aréages taxes	17	163 013	128 913
	18	14 480 631	10 287 617
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	6 914 772	5 283 860
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	6 914 772	5 283 860
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	388 344	319 187

**Note****6. Prêts**

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

**Note****7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31		
	32		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**8. Avantages sociaux futurs**

	2020	2019
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	
	37	
<b>Charge de l'exercice</b>		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	
Régimes à cotisations déterminées	40	40 811
Autres régimes (REER et autres)	41	427 563
Régimes de retraite des élus municipaux	42	37 951
	43	506 325
		28 654
		407 780
		38 961
		475 395

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

**Note****9. Autres actifs financiers**

	2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44	
Autres	45	
	46	

**Note****10. Emprunts temporaires**

La Ville de Sainte-Adèle bénéficie d'une marge de crédit autorisée de 5 500 000\$ au taux préférentiel en vigueur pour ses activités de fonctionnement et d'investissement. Au 31 décembre 2020 le solde utilisé de cette marge était de 0 \$ et le taux était de 2.450 %. Cette marge de crédit est renouvelable annuellement.

**11. Crédoeurs et charges à payer**

	2020	2019
Fournisseurs	47	2 547 676
Salaires et avantages sociaux	48	1 545 156
Dépôts et retenues de garantie	49	1 029 963
Provision pour contestations d'évaluation	50	95 694
Autres		
▪ Organismes municipaux	51	117 810
▪ Intérêts courus sur dette	52	204 768
▪ Taxes à la consommation	53	4 220
▪ Réclamations à payer	54	647
▪	55	
	56	5 545 287
		2 036 627
		1 182 136
		1 407 036
		1 592
		145 735
		221 317
		7 175
		647
		5 002 265

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**12. Revenus reportés**

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57	135 188	57 622
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58	176 683	177 116
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	146 567	7 640
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Inscriptions loisirs, autres	67	8 938	26 292
▪ Transferts	68	956 976	1 022 363
▪ Autres	69	465 206	31 646
▪	70		
	71	1 889 558	1 322 679

**Note****13. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,60	2,80	2021	2025	72	48 745 000	46 454 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres					79		
					80	48 745 000	46 454 000
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	( 345 738 )	( 346 033 )
					82	48 399 262	46 107 967

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2021	83	4 138 000			4 138 000
2022	84	4 125 000			4 125 000
2023	85	4 111 000			4 111 000
2024	86	3 992 000			3 992 000
2025	87	3 685 000			3 685 000
2026 et plus	88	28 694 000			28 694 000
	89	48 745 000			48 745 000
Intérêts et frais accessoires	90		( )	( )	
	91	48 745 000			48 745 000

**Note****14. Autres passifs**

	2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	
Assainissement des sites contaminés	93	
Autres		
▪	94	
▪	95	
▪	96	
▪	97	
	98	

**Note****15. Actifs financiers nets (dette nette)**

	2020	2019
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	99	(39 514 867) (43 952 724)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100	( ) ( )
Autres	101	( ) ( )
	102	(39 514 867) (43 952 724)

**Note**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**16. Immobilisations**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
<b>COÛT</b>					
Infrastructures					
Eau potable	103	42 553 837	554 674		43 108 511
Eaux usées	104	28 933 902	1 317 496		30 251 398
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	43 131 664	2 974 151		46 105 815
Autres					
▪ Autres infrastructures	106	5 484 833	133 490		5 618 323
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	12 625 018	47 691		12 672 709
Améliorations locatives	110				
Véhicules	111	5 371 968	131 656	32 383	5 471 241
Ameublement et équipement de bureau	112	1 985 688	132 069	13 272	2 104 485
Machinerie, outillage et équipement divers	113	7 287 944	187 206	72 287	7 402 863
Terrains	114	8 571 686	945 264		9 516 950
Autres	115				
	116	155 946 540	6 423 697	117 942	162 252 295
Immobilisations en cours	117	340 851	601 310		942 161
	118	156 287 391	7 025 007	117 942	163 194 456
<b>AMORTISSEMENT CUMULÉ</b>					
Infrastructures					
Eau potable	119	23 724 896	894 778		24 619 674
Eaux usées	120	15 729 071	800 054		16 529 125
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	24 014 708	1 871 469		25 886 177
Autres					
▪ Autres	122	3 966 390	173 978		4 140 368
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	3 993 882	330 352		4 324 234
Améliorations locatives	126				
Véhicules	127	2 954 346	378 121	23 890	3 308 577
Ameublement et équipement de bureau	128	1 642 204	98 193	27 592	1 712 805
Machinerie, outillage et équipement divers	129	3 833 258	507 262	46 375	4 294 145
Autres	130				
	131	79 858 755	5 054 207	97 857	84 815 105
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE</b>	132	76 428 636			78 379 351
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134	( )	( )	( )	( )
Valeur comptable nette	135				

**Note**

Le 29 juin 2016, la Ville a fait cession en emphytéose, à titre gratuit, d'un

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

immeuble au Centre de services scolaire des Laurentides pour l'aménagement d'un stationnement et d'un accès à la cour de l'école Saint-Joseph. Le coût des travaux et les frais de réparation et d'entretien de l'immeuble sont assumés par le Centre de services scolaire des Laurentides pendant la durée de l'entente qui est de 40 ans.

En 2019 la Ville a acquis un immeuble et en a fait cession en emphytéose, à titre gratuit, au Centre de services scolaire des Laurentides qui l'utilisera dans un objectif lié à sa mission éducative ou administrative. Les frais d'entretien et de réparation de l'immeuble sont assumés par le Centre de services scolaire pendant la durée de l'entente qui est de 20 ans. Le bail prévoit que l'immeuble sera cédé gratuitement au locataire à l'expiration du terme de l'emphytéose.

**17. Propriétés destinées à la revente**

		2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136		
Immeubles industriels municipaux	137		
Autres	138	43 964	43 964
	139	43 964	43 964
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	43 964	43 964

**Note**

**18. Autres actifs non financiers**

		2020	2019
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	142	42 677	21 435
▪	143		
▪	144		
Autres			
▪	145		
▪	146		
	147	42 677	21 435

**Note**

**19. Obligations contractuelles**

La ville a accordé, à différents fournisseurs, des contrats pour la gestion de l'écocentre, l'exploitation des ouvrages d'assainissement des eaux usées ainsi que d'enlèvement de la neige sur plus d'un exercice financier. Le coût total de ces obligations contractuelles est de 3 553 013\$ et le solde au 31 décembre 2020 est de 2 829 880\$. Le coût total de ces contrats est réparti de la façon suivante sur les prochains exercices financiers:

2021: 1 778 376\$  
 2022: 794 336\$  
 2023: 257 168\$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**20. Droits contractuels**

La ville offre certaines de ses immobilisations en location. Le revenu total estimé de ces droits contractuels est de 356 673\$ et le solde au 31 décembre 2020 est de 140 895\$. Le revenu total de ces contrats est réparti de la façon suivante sur les prochains exercices financiers:

2021:	72 542\$
2022:	54 682\$
2023:	13 671\$

**21. Passifs éventuels**

S.O.

**A) Cautionnements et garanties**

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
148			

S.O.

**B) Auto-assurance**

S.O.

**C) Poursuites**

Des contribuables de la ville ont déposé des demandes introductives d'instance contre les membres du Conseil, contre la ville et contre certains de ses employés. Lesdites réclamations totalisent une somme de 13 677 342\$.

Des contribuables poursuivent la ville. Les réclamations s'élèvent à 1 400 000\$.

Une demande en dommage introductif a été déposée le 31 août 2020 pour un montant de 165 000\$.

Les assureurs de la ville ont pris fait et cause dans ces dossiers pour le compte de la Ville de Sainte-Adèle sous réserve des exclusions prévues aux différents contrats d'assurances.

À la date de signature des états financiers, il était impossible de prévoir l'issue de ces dossiers, la ville contestant le bien-fondé de ces réclamations.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**D) Autres****Passif au titre des sites contaminés**

La ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, lorsqu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et lorsqu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

**22. Actifs éventuels**

S.O.

**23. Redressement aux exercices antérieurs**

S.O.

**24. Données budgétaires**

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par la ville.

**25. Instruments financiers**

N/A

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**RÉSULTATS DÉTAILLÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		Budget 2020		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
<b>Revenus</b>							
<b>Fonctionnement</b>							
Taxes	1	25 408 000	25 314 736		25 314 736	24 532 925	
Compensations tenant lieu de taxes	2	524 800	480 925		480 925	462 210	
Quotes-parts	3						
Transferts	4	942 900	2 230 363		2 230 363	993 257	
Services rendus	5	1 343 480	1 193 213		1 193 213	1 419 657	
Imposition de droits	6	1 792 400	3 286 827		3 286 827	1 936 594	
Amendes et pénalités	7	158 100	217 458		217 458	210 149	
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	347 000	353 642		353 642	435 256	
Autres revenus	10	23 500	185 669		185 669	(419 786)	
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	30 540 180	33 262 833		33 262 833	29 570 262	
<b>Investissement</b>							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	4 093 704	3 985 089		3 985 089	2 085 655	
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18					417 900	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	4 093 704	3 985 089		3 985 089	2 503 555	
	21	34 633 884	37 247 922		37 247 922	32 073 817	
<b>Charges</b>							
Administration générale	22	4 671 403	4 293 451	147 928	4 441 379	4 234 901	
Sécurité publique	23	4 404 168	4 521 796	149 204	4 671 000	4 803 293	
Transport	24	6 313 859	6 350 035	2 344 713	8 694 748	8 579 636	
Hygiène du milieu	25	6 272 501	5 602 473	1 986 343	7 588 816	8 158 983	
Santé et bien-être	26	164 100	188 565		188 565	161 379	
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 177 501	1 155 072	13 812	1 168 884	1 149 395	
Loisirs et culture	28	2 930 878	2 418 169	412 207	2 830 376	3 165 562	
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	1 248 740	1 158 983		1 158 983	1 173 069	
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	5 127 020	5 054 207	( 5 054 207 )			
	33	32 310 170	30 742 751		30 742 751	31 426 218	
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	34	2 323 714	6 505 171		6 505 171	647 599	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020		2019
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	1	2 323 714	6 505 171	647 599
Moins : revenus d'investissement	2 (	4 093 704 )	3 985 089 )	2 503 555 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	3	(1 769 990)	2 520 082	(1 855 956)
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
<b>Immobilisations</b>				
Amortissement	4	5 127 020	5 054 207	5 127 020
Produit de cession	5	2 000	67 540	164 169
(Gain) perte sur cession	6	(2 000)	(47 455)	496 085
Réduction de valeur / Reclassement	7			1 102
	8	5 127 020	5 074 292	5 788 376
<b>Propriétés destinées à la revente</b>				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
<b>Financement</b>				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	275 000	66 587	95 138
Remboursement de la dette à long terme	17 (	3 652 260 )	3 653 088 )	3 422 816 )
	18	(3 377 260)	(3 586 501)	(3 327 678)
<b>Affectations</b>				
Activités d'investissement	19 (	24 100 )	131 110 )	67 506 )
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		51 478	375 000
Excédent de fonctionnement affecté	21	339 720	339 717	362 331
Réserves financières et fonds réservés	22	(361 270)	(514 936)	(348 035)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	65 880	5 692	(28 618)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	20 230	(249 159)	293 172
	26	1 769 990	1 238 632	2 753 870
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	27		3 758 714	897 914

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
		Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	3 985 089	2 503 555
<b>CONCILIATION À DES FINS FISCALES</b>			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
<b>Immobilisations</b>			
Acquisition			
Administration générale	2 (	99 167 )	( 240 477 )
Sécurité publique	3 (	66 396 )	( 52 392 )
Transport	4 (	1 374 247 )	( 2 267 149 )
Hygiène du milieu	5 (	4 265 887 )	( 4 296 824 )
Santé et bien-être	6 (	)	( 527 722 )
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	85 774 )	( 23 850 )
Loisirs et culture	8 (	1 133 536 )	( 1 663 575 )
Réseau d'électricité	9 (	)	)
	10 (	7 025 007 )	( 9 071 989 )
<b>Propriétés destinées à la revente</b>			
Acquisition	11 (	)	)
<b>Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux</b>			
Émission ou acquisition	12 (	)	)
<b>Financement</b>			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	3 883 484	5 510 300
<b>Affectations</b>			
Activités de fonctionnement	14	131 110	67 506
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	314 388	945 712
	18	445 498	1 013 218
	19	(2 696 025)	(2 548 471)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	20	1 289 064	(44 916)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**CHARGES PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		<b>Budget</b>	<b>Réalisations</b>	
		<b>2020</b>	<b>2020</b>	<b>2019</b>
<b>Rémunération</b>	1	7 729 850	7 706 670	7 403 344
<b>Charges sociales</b>	2	1 821 998	1 741 481	1 671 996
<b>Biens et services</b>				
Services obtenus d'organismes municipaux				
Compensations pour services municipaux	3			
Ententes de services				
Services de transport collectif	4			
Autres services	5			
Autres biens et services	6	13 359 812	12 007 005	14 056 954
<b>Frais de financement</b>				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	7	1 029 530	998 650	1 033 406
D'autres organismes municipaux	8			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	117 420	136 395	76 590
D'autres tiers	10			
Autres frais de financement	11	101 790	23 938	63 073
<b>Contributions à des organismes</b>				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	12	2 343 300	2 367 234	1 466 337
Transferts	13			
Autres	14			
Autres organismes				
Transferts	15	574 240	577 607	519 029
Autres	16			
<b>Amortissement des immobilisations</b>	17	5 127 020	5 054 207	5 127 020
<b>Autres</b>				
▪ Réclamations	18	71 500	15 670	(17 576)
▪ Mauvaise créance	19	11 000	94 224	3 848
▪ Autres	20	22 710	19 670	22 197
	21	32 310 170	30 742 751	31 426 218

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020	2019
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	4 115 903	1 427 629
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 032 073	344 069
Réserves financières et fonds réservés	3	208 402	92 365
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	2 694 926 )	( 2 959 499 )
Financement des investissements en cours	5	(3 141 695)	(4 428 345)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	39 926 879	38 465 246
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	39 446 636	32 941 465

**VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS**

**Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté**

Administration municipale	9	4 115 903	1 427 629
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>	10		
	11	4 115 903	1 427 629

**Excédent de fonctionnement affecté**

Administration municipale			
▪ Parc Claude-Henri-Grignon	12	318 407	305 316
▪ Bénéfice - casino du maire	13	2 349	7 349
▪ Service de la dette	14		29 404
▪ Place du Refuge	15	2 000	2 000
▪ Camion d'incendie	16	125 300	
▪ Organismes	17	34 000	
▪ Licences	18	11 997	
▪ Assurance de dommages	19	160 000	
▪ Dépenses 2020 reportées	20	378 020	
	21	1 032 073	344 069
Organismes contrôlés et partenariats <sup>1</sup>			
▪	22		
▪	23		
▪	24		
	25		
	26	1 032 073	344 069

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2020**

	2020	2019
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Réserves financières et fonds réservés</b>		
Réserves financières - Administration municipale		
▪	27	
▪	28	
▪	29	
▪	30	
▪	31	
	32	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33	
▪	34	
▪	35	
	36	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37	182 062
Organismes contrôlés et partenariats	38	21 878
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39	15 621
Organismes contrôlés et partenariats	40	62 183
Montant non réservé		
Administration municipale	41	3 354
Organismes contrôlés et partenariats	42	939
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪ Stationnement	45	7 365
▪	46	
	47	208 402
	48	92 365
	208 402	92 365

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2020**

	2020	2019
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir</b>		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	)(
Avantages postérieurs au 1 <sup>er</sup> janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	)(
Autres	52 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 (	)(
<hr/>		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 (	)(
Assainissement des sites contaminés	56 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 (	)(
Autres		
▪	58 (	)(
▪	59 (	)(
<hr/>		
	60 (	)(
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 <sup>er</sup> janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 (	)(
Intérêts sur la dette à long terme	62 (	54)( 99)
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	64 (	)(
Mesure relative aux frais reportés	65 (	)(
Autres		
▪	66 (	)(
▪	67 (	)(
<hr/>		
	68 (	54)( 99)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (	462 097)( 429 851)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (	)(
Autres		
▪ Intérêts et autres	72 (	116 123)( 124 614)
▪ Caution et décision arbitrale	73 (	2 294 251)( 2 588 272)
<hr/>		
	74 (	2 872 471)( 3 142 737)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	177 599 183 337
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
▪	79	
<hr/>		
	80	177 599 183 337
<hr/>		
	81 (	2 694 926)( 2 959 499)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2020**

	2020	2019
<b>VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)</b>		
<b>Financement des investissements en cours</b>		
Financement non utilisé	82 119 255	100 957
Investissements à financer	83 ( 3 260 950 )	( 4 529 302 )
	84 (3 141 695)	(4 428 345)
<b>Investissement net dans les immobilisations et autres actifs</b>		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 78 379 351	76 428 636
Propriétés destinées à la revente	86 43 964	43 964
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 78 423 315	76 472 600
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 78 423 315	76 472 600
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 ( 48 399 262 )	( 46 107 967 )
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 ( 345 738 )	( 346 033 )
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 7 376 092	5 283 860
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 2 872 472	3 142 737
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 ( 38 496 436 )	( 38 027 403 )
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ( )	(20 049)
	100 ( 38 496 436 )	( 38 007 354 )
	101 39 926 879	38 465 246

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

**Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements**

		2020	2019
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	(	)(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(	)(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	(	)(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(	)(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(	)(
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	(	)(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	(	)(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29		
▪	30		
▪	31		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	(	)(
Rendement espéré des actifs	34	(	)(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35		
Charge de l'exercice	35		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

	2020	2019
<b>Informations complémentaires</b>		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (	)(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	
Prestations versées au cours de l'exercice	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS  
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

**Nombre de régimes à la fin de l'exercice**

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

**Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements**

	2020	2019
<b>Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs</b>		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 (	)(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
<b>Actif (passif) à la fin de l'exercice</b>	<b>58</b>	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b>		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (	)(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice</b>		
avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 (	)(
<b>Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice</b>	<b>65</b>	
<b>Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs</b>		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (	)(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (	)(

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

	2020	2019	
<b>Charge de l'exercice</b>			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( ) ( )	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( ) ( )	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	( ) ( )	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
<b>Informations complémentaires</b>			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( ) ( )	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
<b>Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation</b> (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 1

**Description des régimes et autres renseignements**

Depuis le 1er janvier 2017 tous les pompiers de la ville doivent participer au régime de retraite par financement salarial de la FTQ (RRFS-FTQ). Ce régime de retraite à prestations déterminées est un régime multi-employeurs instauré par la FTQ. Sa particularité réside dans le fait que le risque de déficit est supporté par les employés alors que la cotisation de l'employeur est fixe. Elle est fixée en fonction d'un pourcentage de la rémunération de l'employé. La ville n'est pas responsable des déficits le cas échéant. Afin de réduire le risque de déficit, l'indexation de la rente est financée mais elle n'est pas garantie, contrairement à la rente, elle est conditionnelle à la bonne santé financière du régime. D'autres mesures s'appliquent également pour réduire le risque de déficit. La charge relative à ce régime est représentée par la cotisation due par la ville en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice.

	2020	2019
<b>Charge de l'exercice</b>		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités <span style="float: right;">107</span>		
Régime de retraite par financement salarial <span style="float: right;">108</span>	40 811	28 654
Régime de retraite des employés municipaux du Québec <span style="float: right;">109</span>		
Autres régimes <span style="float: right;">110</span>		
	111 <u>40 811</u>	28 654

**D) AUTRES RÉGIMES**

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 112 1

**Description des régimes et autres renseignements**

La ville offre à ses employés permanents des régimes de retraite sous la forme de REER collectif ou individuel. Trois régimes ont été créés, soit un régime par catégorie d'employés. La gestion de ces régimes est effectuée par des fiduciaires. Ces régimes sont des régimes à cotisations déterminées et la cotisation de la ville est fixée en fonction d'un pourcentage de la rémunération pour les employés cadres et pompiers. Pour les employés cols bleus et blancs, la cotisation de la ville est fixée, en partie, en fonction d'un pourcentage de la rémunération en plus d'un montant fixe versé pour chacun des employés. La charge relative à ces régimes est représentée par la cotisation due par la ville en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES**  
**AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		<b>2020</b>	<b>2019</b>
<b>Charge de l'exercice</b>			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	113		
Régime de retraite simplifié	114		
REER	115	427 563	407 780
Autres régimes	116		
	117	427 563	407 780

**E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX**

		<b>2020</b>	<b>2019</b>
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118	4	5

**Description du régime**

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<b>2020</b>	<b>2019</b>
<b>Cotisations des élus au RREM</b>	119	7 145	7 496
<b>Charge de l'exercice</b>			
Contributions de l'employeur au RREM	120	24 078	25 260
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121	13 873	13 701
	122	37 951	38 961

**Note**

## **Renseignements financiers non audités**

**ANALYSE DES REVENUS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

<b>TAXES</b>		<b>Réalisations 2020</b>	<b>Réalisations 2019</b>
<b>SUR LA VALEUR FONCIÈRE</b>			
Taxes générales			
Taxe foncière générale	1	15 757 021	14 982 561
Taxes spéciales			
Service de la dette	2	3 509 808	3 382 715
Activités de fonctionnement	3		
Activités d'investissement	4		
Taxes de secteur			
Taxes spéciales			
Service de la dette	5	1 034 819	983 999
Activités de fonctionnement	6	1 085 804	1 050 048
Activités d'investissement	7		
Autres	8		
	9	21 387 452	20 399 323
<b>SUR UNE AUTRE BASE</b>			
Taxes, compensations et tarification			
Services municipaux			
Eau	10	2 067 014	1 950 459
Égout	11		
Traitement des eaux usées	12		
Matières résiduelles	13	1 684 503	2 010 271
Autres			
▪	14		
▪	15		
▪	16		
Centres d'urgence 9-1-1	17	68 180	63 187
Service de la dette	18	107 587	109 685
Pouvoir général de taxation	19		
Activités de fonctionnement	20		
Activités d'investissement	21		
	22	3 927 284	4 133 602
Taxes d'affaires			
Sur l'ensemble de la valeur locative	23		
Autres	24		
	25		
	26	3 927 284	4 133 602
	27	25 314 736	24 532 925

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

<b>COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES</b>		<b>Réalisations 2020</b>	<b>Réalisations 2019</b>
<b>GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES</b>			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	28	1 742	1 662
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	29		
Taxes d'affaires	30		
Compensations pour les terres publiques	31	8 074	7 561
	32	9 816	9 223
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	33	201 190	191 700
Cégeps et universités	34	8 714	8 319
Écoles primaires et secondaires	35	229 318	219 527
	36	439 222	419 546
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	37		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	38		
Taxes d'affaires	39		
	40		
	41	449 038	428 769
<b>GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES</b>			
Taxes sur la valeur foncière	42	3 800	3 666
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43	1 152	1 200
Taxes d'affaires	44		
	45	4 952	4 866
<b>ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47	6 677	10 613
	48	6 677	10 613
<b>AUTRES</b>			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50	20 258	17 962
	51	20 258	17 962
	52	480 925	462 210

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS</b>		<b>Réalisations 2020</b>	<b>Réalisations 2019</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	53		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	54	16 143	203 406
Sécurité incendie	55	90 374	31 973
Sécurité civile	56		
Autres	57		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	58	173 638	44 596
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69	134 457	21 732
Traitement des eaux usées	70	65 235	29 813
Réseaux d'égout	71	51 654	35 697
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73	150 460	161 562
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Réalisations 2020</b>	<b>Réalisations 2019</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)</b>			
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82	2 275	
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	87	11 079	4 510
Activités culturelles			
Bibliothèques	88	65 532	39 108
Autres	89	12 346	15 000
<b>Réseau d'électricité</b>	90		
	91	773 193	587 397

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Réalisations 2020</b>	<b>Réalisations 2019</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT</b>			
<b>Administration générale</b>	92		
<b>Sécurité publique</b>			
Police	93		
Sécurité incendie	94	6 715	
Sécurité civile	95		
Autres	96		
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	852 306	1 224 684
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106	128 794	
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	25 696	
Réseau de distribution de l'eau potable	108	2 102 993	575 429
Traitement des eaux usées	109	394 829	9 338
Réseaux d'égout	110	92 373	276 204
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Réalisations 2020</b>	<b>Réalisations 2019</b>
<b>TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)</b>			
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	122	28 243	
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	126	353 140	
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
<b>Réseau d'électricité</b>	129		
	130	3 985 089	2 085 655

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

<b>TRANSFERTS (suite)</b>		<b>Réalisations 2020</b>	<b>Réalisations 2019</b>
<b>TRANSFERTS DE DROIT</b>			
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131		
Péréquation	132		
Neutralité	133		
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134		
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	425 930	405 860
Fonds de développement des territoires	136		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137		
Dotations spéciales de fonctionnement	138	919 211	
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139		
Autres	140	112 029	
	141	1 457 170	405 860
<b>TOTAL DES TRANSFERTS</b>	<b>142</b>	<b>6 215 452</b>	<b>3 078 912</b>

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

<b>SERVICES RENDUS</b>		<b>Réalisations 2020</b>	<b>Réalisations 2019</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX</b>			
<b>Administration générale</b>			
Greffé et application de la loi	143	651 180	654 205
Évaluation	144		
Autres	145		
	146	651 180	654 205
<b>Sécurité publique</b>			
Police	147		
Sécurité incendie	148	28 623	24 696
Sécurité civile	149		
Autres	150		
	151	28 623	24 696
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	152		
Enlèvement de la neige	153		
Autres	154		
Transport collectif	155		
Autres	156		
	157		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158		
Réseau de distribution de l'eau potable	159		
Traitement des eaux usées	160		
Réseaux d'égout	161		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	162		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	163		
Tri et conditionnement	164		
Autres	165		
Autres	166		
Cours d'eau	167		
Protection de l'environnement	168		
Autres	169		
	170		

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>	<b>Réalisations 2020</b>	<b>Réalisations 2019</b>
<b>SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)</b>		
<b>Santé et bien-être</b>		
Logement social	171	
Autres	172	
	173	
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>		
Aménagement, urbanisme et zonage	174	
Rénovation urbaine	175	
Promotion et développement économique	176	
Autres	177	
	178	
<b>Loisirs et culture</b>		
Activités récréatives	179	26
Activités culturelles		
Bibliothèques	180	
Autres	181	
	182	26
<b>Réseau d'électricité</b>	183	
	184	
	679 803	678 927

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Réalisations 2020</b>	<b>Réalisations 2019</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS</b>			
<b>Administration générale</b>			
Greffes et application de la loi	185	529	1 396
Évaluation	186		
Autres	187	100 317	91 837
	188	100 846	93 233
<b>Sécurité publique</b>			
Police	189		
Sécurité incendie	190	49 478	89 399
Sécurité civile	191		
Autres	192		
	193	49 478	89 399
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	194	23 999	50 977
Enlèvement de la neige	195		
Autres	196		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	197		
Transport adapté	198		
Transport scolaire	199		
Autres	200		
Autres	201		
	202	23 999	50 977
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	203		
Réseau de distribution de l'eau potable	204	71 146	31 905
Traitement des eaux usées	205		
Réseaux d'égout	206	3 354	10 313
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	207		
Matières recyclables	208		
Autres	209	5 057	3 502
Cours d'eau	210		
Protection de l'environnement	211		
Autres	212		
	213	79 557	45 720

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

<b>SERVICES RENDUS (suite)</b>		<b>Réalisations 2020</b>	<b>Réalisations 2019</b>
<b>AUTRES SERVICES RENDUS (suite)</b>			
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	214		
Sécurité du revenu	215		
Autres	216		
	217		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	218	24 000	60 179
Rénovation urbaine	219		
Promotion et développement économique	220		
Autres	221		
	222	24 000	60 179
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	223	212 430	348 097
Activités culturelles			
Bibliothèques	224	6 493	8 906
Autres	225	16 607	44 219
	226	235 530	401 222
<b>Réseau d'électricité</b>			
	227		
	228	513 410	740 730
<b>TOTAL DES SERVICES RENDUS</b>	<b>229</b>	<b>1 193 213</b>	<b>1 419 657</b>

**ANALYSE DES REVENUS (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

		Réalizations 2020	Réalizations 2019
<b>IMPOSITION DE DROITS</b>			
Licences et permis	230	96 714	94 511
Droits de mutation immobilière	231	2 877 001	1 529 037
Droits sur les carrières et sablières	232	313 112	313 046
Autres	233		
	234	3 286 827	1 936 594
<b>AMENDES ET PÉNALITÉS</b>			
	235	217 458	210 149
<b>REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE</b>			
	236		
<b>AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS</b>			
	237	353 642	435 256
<b>AUTRES REVENUS</b>			
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	238	47 455	(496 085)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	239	23 000	16 800
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	240		
Contributions des promoteurs	241		
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	242		
Contributions des organismes municipaux	243		10 439
Autres contributions	244		5 000
Redevances réglementaires	245		
Autres	246	115 214	461 960
	247	185 669	(1 886)
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>			
	248		

**ANALYSE DES CHARGES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

		Réalizations 2020			Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>					
Conseil	1	532 776	7 003	539 779	687 446
Greffe et application de la loi	2	1 026 338	17 870	1 044 208	1 147 589
Gestion financière et administrative	3	1 554 601	49 778	1 604 379	1 389 673
Évaluation	4	346 748		346 748	337 830
Gestion du personnel	5	340 282	132	340 414	271 698
Autres					
▪ Prime d'assurances	6	249 178		249 178	192 685
▪ Autres	7	243 528	73 145	316 673	207 980
	8	4 293 451	147 928	4 441 379	4 234 901
<b>SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>					
Police	9	2 856 285		2 856 285	2 926 979
Sécurité incendie	10	1 540 800	149 204	1 690 004	1 760 912
Sécurité civile	11	23 164		23 164	11 687
Autres	12	101 547		101 547	103 715
	13	4 521 796	149 204	4 671 000	4 803 293
<b>TRANSPORT</b>					
Réseau routier					
Voirie municipale	14	3 468 366	2 088 338	5 556 704	4 954 224
Enlèvement de la neige	15	2 494 987	195 044	2 690 031	3 182 004
Éclairage des rues	16	170 095	13 646	183 741	174 362
Circulation et stationnement	17	125 513	47 685	173 198	189 550
Transport collectif					
Transport en commun	18	91 074		91 074	79 496
Transport aérien	19				
Transport par eau	20				
Autres	21				
	22	6 350 035	2 344 713	8 694 748	8 579 636

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

		Réalizations 2020			Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
<b>HYGIÈNE DU MILIEU</b>					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	567 158	164 435	731 593	757 073
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 425 621	863 830	2 289 451	2 425 019
Traitement des eaux usées	25	602 124	567 606	1 169 730	1 226 247
Réseaux d'égout	26	583 786	386 577	970 363	1 011 156
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	27	479 896		479 896	797 529
Élimination	28	497 660		497 660	443 372
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	29	735 302		735 302	876 664
Tri et conditionnement	30	190 879	3 895	194 774	86 742
Matières organiques					
Collecte et transport	31	287 778		287 778	284 748
Traitement	32	83 024		83 024	74 743
Matériaux secs	33				
Autres	34				
Plan de gestion	35				
Autres	36				
Cours d'eau	37	20 062		20 062	19 536
Protection de l'environnement	38	129 183		129 183	156 154
Autres	39				
	40	5 602 473	1 986 343	7 588 816	8 158 983
<b>SANTÉ ET BIEN-ÊTRE</b>					
Logement social	41	183 565		183 565	156 379
Sécurité du revenu	42				
Autres	43	5 000		5 000	5 000
	44	188 565		188 565	161 379

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT</b>					
Aménagement, urbanisme et zonage	45	808 989	13 812	822 801	803 072
Rénovation urbaine					
Biens patrimoniaux	46				
Autres biens	47				
Promotion et développement économique					
Industries et commerces	48	323 723		323 723	345 603
Tourisme	49	22 360		22 360	720
Autres	50				
Autres	51				
	52	1 155 072	13 812	1 168 884	1 149 395
<b>LOISIRS ET CULTURE</b>					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53	223 195	50 908	274 103	279 111
Patinoires intérieures et extérieures	54	92 818	12 213	105 031	124 092
Piscines, plages et ports de plaisance	55	131 576	19 011	150 587	143 674
Parcs et terrains de jeux	56	845 408	141 307	986 715	1 148 619
Parcs régionaux	57				
Expositions et foires	58	142 839		142 839	177 073
Autres	59	115 064		115 064	80 012
	60	1 550 900	223 439	1 774 339	1 952 581
Activités culturelles					
Centres communautaires	61	125 914	182 915	308 829	318 378
Bibliothèques	62	514 806	5 853	520 659	499 266
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65	226 549		226 549	395 337
	66	867 269	188 768	1 056 037	1 212 981
	67	2 418 169	412 207	2 830 376	3 165 562

**ANALYSE DES CHARGES (suite)**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

		Réalizations 2020		Total	Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
<b>RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ</b>	68				
<b>FRAIS DE FINANCEMENT</b>					
Dette à long terme					
Intérêts	69	1 000 595		1 000 595	980 678
Autres frais	70	134 450		134 450	129 318
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72	23 938		23 938	63 073
	73	1 158 983		1 158 983	1 173 069
<b>EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION</b>	74				
<b>AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS</b>	75	5 054 207 (	5 054 207 )		

# **Autres renseignements financiers non audités**

**Exercice terminé le 31 décembre 2020**

# Table des matières

## **Autres renseignements financiers non audités**

Acquisition d'immobilisations par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	2
Analyse de la dette à long terme	3
Endettement total net à long terme	4
Analyse de la charge de quotes-parts	5
Acquisition d'immobilisations par objets	6
Analyse de la rémunération	7
Analyse des revenus de transfert par sources	7
Frais de financement par activités	8
Rémunération des élus	9

## **Autres renseignements**

Questionnaire	10
---------------	----

## **Autres renseignements financiers non audités**

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

		Réalizations 2020	Réalizations 2019
<b>IMMOBILISATIONS</b>			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1	579 457	1 545 789
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3	397 706	9 377
Conduites d'égout	4	1 429 606	457 587
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 993 690	3 744 420
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11	133 491	919
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	69 497	132 116
Édifices communautaires et récréatifs	14	28 919	1 090 667
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	131 656	112 326
Ameublement et équipement de bureau	18	132 069	124 850
Machinerie, outillage et équipement divers	19	187 206	197 177
Terrains	20	941 710	1 656 761
Autres	21		
	22	7 025 007	9 071 989

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT**  
**ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

Infrastructures autres que pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	23	579 457	1 545 789
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25	397 706	9 377
Conduites d'égout	26	1 429 606	457 587
Autres infrastructures	27	3 127 181	3 745 339
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		
Autres immobilisations	33	1 491 057	3 313 897
	34	7 025 007	9 071 989

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

		Solde au 1 <sup>er</sup> janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
<b>La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :</b>					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	216 000	223 600	216 000	223 600
Réserves financières et fonds réservés	3	62 183		46 561	15 622
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	13 012 610	1 033 542	878 798	13 167 354
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	27 781 132	2 692 929	2 511 729	27 962 332
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	41 071 925	3 950 071	3 653 088	41 368 908
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	5 283 860	2 095 625	464 713	6 914 772
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	5 283 860	2 095 625	464 713	6 914 772
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13	98 215	363 105		461 320
	14	5 382 075	2 458 730	464 713	7 376 092
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	5 382 075	2 458 730	464 713	7 376 092
	19	46 454 000	6 408 801	4 117 801	48 745 000
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
<b>Dette à long terme</b>	22	46 454 000	6 408 801	4 117 801	48 745 000

**Note**

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

<b>Administration municipale</b>		
Dette à long terme	1	48 745 000
<b>Ajouter</b>		
Activités d'investissement à financer	2	3 260 950
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
<b>Déduire</b>		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	239 222
Débiteurs	9	6 914 772
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	461 320
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	119 255
Autres		
▪ Subv confirmées non constatées	13	1 377 363
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	42 894 018
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats</b>		
Endettement net à long terme	16	
Endettement net à long terme	17	42 894 018
<b>Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes</b>		
Municipalité régionale de comté	18	1 844 157
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	
Endettement total net à long terme	21	44 738 175
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote- part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	44 738 175
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

		Réalizations 2020	Réalizations 2019
<b>Administration générale</b>			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2	320 234	320 184
Autres	3	180 704	170 590
<b>Sécurité publique</b>			
Police	4		
Sécurité incendie	5	9 750	8 892
Sécurité civile	6		
Autres	7		
<b>Transport</b>			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9	91 074	79 496
Autres	10		
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12	1 272 084	443 372
Cours d'eau	13	20 062	19 536
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	16		
Autres	17		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	18	37 392	30 248
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20	111 335	105 105
Autres	21		
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	22	324 599	256 931
Activités culturelles	23		31 983
<b>Réseau d'électricité</b>			
	24		
	25	2 367 234	1 466 337

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020***Non audité*

		<b>2020</b>	<b>2019</b>
<b>Rémunération</b>	1		
<b>Charges sociales</b>	2		
<b>Biens et services</b>	3	7 019 260	9 056 949
<b>Frais de financement</b>	4	5 747	15 040
<b>Autres</b>	5		
	6	7 025 007	9 071 989

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

*Non audité*

		Effectifs personnes/ année <sup>2</sup>	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total <sup>1</sup>
<b>Administration municipale</b>							
Cadres et contremaîtres	1	29,86	33,00	54 925,50	2 827 457	585 692	3 413 149
Professionnels	2						
Cols blancs	3	34,80	33,00	59 611,86	1 732 286	446 656	2 178 942
Cols bleus	4	32,51	38,00	66 089,57	2 201 952	506 927	2 708 879
Policiers	5						
Pompiers	6	10,35	35,00	20 708,00	706 789	145 198	851 987
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	107,52		201 334,93	7 468 484	1 684 473	9 152 957
Élus	9	6,00			238 186	57 008	295 194
	10	113,52			7 706 670	1 741 481	9 448 151

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES**  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12			25 696		25 696
Réseau de distribution de l'eau potable	13	134 457	2 066 793	36 200		2 237 450
Traitement des eaux usées	14	65 235	167 788	227 041		460 064
Réseaux d'égout	15	51 654		92 373		144 027
Autres	16	1 979 017	1 230 404	138 794		3 348 215
	17	2 230 363	3 464 985	520 104		6 215 452

**FRAIS DE FINANCEMENT PAR ACTIVITÉS**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

*Non audité*

		2020	2019
<b>Administration générale</b>			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	18 356	12 409
	4	18 356	12 409
<b>Sécurité publique</b>			
Police	5	2 576	7 603
Sécurité incendie	6	15 244	19 487
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	17 820	27 090
<b>Transport</b>			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	491 138	487 389
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	491 138	487 389
<b>Hygiène du milieu</b>			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	67 409	76 092
Réseau de distribution de l'eau potable	17	188 579	178 995
Traitement des eaux usées	18	48 659	55 645
Réseaux d'égout	19	112 241	110 228
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	416 888	420 960
<b>Santé et bien-être</b>			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
<b>Aménagement, urbanisme et développement</b>			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	100 003	118 552
Autres	34		
	35	100 003	118 552
<b>Loisirs et culture</b>			
Activités récréatives	36	15 061	2 540
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38	99 717	104 129
	39	114 778	106 669
<b>Réseau d'électricité</b>			
	40		
	41	1 158 983	1 173 069

**RÉMUNÉRATION DES ÉLUS<sup>1</sup>**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Nadine Brière	Maire	78 620	17 044		
Céline Doré	Conseiller	6 941	3 470		
Martin Jolicoeur	Conseiller	16 891	8 445		
Roch Bédard	Conseiller	19 261	9 630		
Robert Bélisle	Conseiller	16 570	8 285		
Pierre Lafond	Conseiller	9 712	4 856		
Frédérique Cavezzali	Conseiller	16 514	8 257		

**Note**

La rémunération des élus ne comprend pas l'allocation de départ et de transition. Une allocation de départ de 1 433\$ a été versée à Céline Doré. Une provision pour l'allocation de transition a été comptabilisée mais non versée pour le poste de maire au montant de 22 894\$. Une provision de départ a été comptabilisée et non versée pour les postes de maire et conseillers au montant total de 4 530\$

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

**OUI          NON          S.O.**

- |  |   |                          |   |                                     |
|--|---|--------------------------|---|-------------------------------------|
| 1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre  | 1 | 1 950 000 \$             |   |                                     |
| 2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH? | 2 | <input type="checkbox"/> | 3 | <input checked="" type="checkbox"/> |
|  |   |                          | 4 | <input type="checkbox"/>            |

**Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement**

- |   |    |                                     |   |                          |
|---|----|-------------------------------------|---|--------------------------|
| 3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?  | 5  | <input checked="" type="checkbox"/> | 6 | <input type="checkbox"/> |
| Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020   | 7  | 313 112 \$                          |   |                          |
| 4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? | 8  | <input checked="" type="checkbox"/> | 9 | <input type="checkbox"/> |
| 5. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :   |    |                                     |   |                          |
| Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille  | 10 | _____                               |   | \$                       |
| Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement  | 11 | _____                               |   | \$                       |
| Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille  | 12 | _____                               |   | \$                       |
| Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value   | 13 | _____                               |   | \$                       |
| Ligne 12 : Placements de portefeuille   | 14 | _____                               |   | \$                       |
| Ligne 13 : Débiteurs  | 15 | _____                               |   | \$                       |
| Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement   | 16 | _____                               |   | \$                       |
| Ligne 15 : Provision pour moins-value   | 17 | _____                               |   | \$                       |
| Ligne 18 : Créanciers et charges à payer  | 18 | _____                               |   | \$                       |
| Ligne 19 : Revenus reportés   | 19 | _____                               |   | \$                       |

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité****OUI          NON**

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :
- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU. 20     21
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 22 \_\_\_\_\_ 138 926 \$
- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. 23     24
- Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020 25 \_\_\_\_\_ 577 521 \$
- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). 26     27
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 28 \_\_\_\_\_ \$
- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 29     30
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 31 \_\_\_\_\_ \$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 32     33
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 34     35
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
- Évimbec ltée  
Durée de 5 ans de 2017 à 2022.
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 36     37
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 38 \_\_\_\_\_ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 39     40
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020 41 \_\_\_\_\_ \$

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

42  43

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes  
b) autres formes d'aide

44 \_\_\_\_\_ \$  
45 \_\_\_\_\_ \$

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020

46 \_\_\_\_\_ \$

Facteur comparatif de 2020

47 \_\_\_\_\_

Valeur uniformisée

48 \_\_\_\_\_ \$

11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

49 \_\_\_\_\_ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)  
     ▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver  
     ▪ Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver  
 b) Dépenses d'investissement  
 c) Total des frais encourus admissibles  
 d) Description des dépenses d'investissement :

50 \_\_\_\_\_ \$  
51 \_\_\_\_\_ \$  
52 \_\_\_\_\_ \$  
53 \_\_\_\_\_ \$

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- a) Numéro de la résolution  
b) Date d'adoption de la résolution

54 \_\_\_\_\_  
55 \_\_\_\_\_

12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

56  57

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- a) Numéro de la résolution  
b) Date d'adoption de la résolution

58 \_\_\_\_\_  
59 \_\_\_\_\_

**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

*Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice*

- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) 60 \_\_\_\_\_  
b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) 61 \_\_\_\_\_

*Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*

- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5) 62 \_\_\_\_\_  
d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) : 63 \_\_\_\_\_

Indiquer la race de chien

- e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) :

- a causé sa mort 64 \_\_\_\_\_

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave 65 \_\_\_\_\_

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) 66 \_\_\_\_\_  
g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 67 \_\_\_\_\_

*Dispositions pénales*

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39) 68 \_\_\_\_\_

- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 69  70



# **Taux global de taxation réel**

## **Exercice terminé le 31 décembre 2020**

Ville de Sainte-Adèle | 77022 |

# Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Au trésorier de la VILLE DE SAINTE-ADÈLE,

### Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la VILLE DE SAINTE-ADÈLE (ci-après la « ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

### Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

### Autre point

En novembre 2020, le professionnel en exercice signataire du rapport précédent s'est joint à la firme MPA société de comptables professionnels agréés inc. Ce professionnel en exercice indépendant avait exprimé sur cet état une opinion non modifiée en date du 11 mai 2020.

### Observation - Référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

### Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la ville.

## RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

### Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

MPA inc. Société de comptables professionnels agréés / Robert Arbour CPA auditeur, CA  
Montréal le 07 février 2022

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**REVENUS ADMISSIBLES**

---

Revenus de taxes	1	25 314 736
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	4 629
<b>Ajouter</b>		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	95 694
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
<b>Déduire</b>		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	993 229
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	68 180
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b>	10	<b>24 349 021</b>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES**

---

Évaluation des immeubles imposables au 1 <sup>er</sup> janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 954 628 600
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	1 985 920 500
<b>Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel</b> (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<b>1 970 274 550</b>

---

<b>TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020</b> (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	<b>1,2358 / 100 \$</b>
--	----	------------------------

---



**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

**Non audité**

**OUI          NON          S.O.**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? 1     2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

- Si oui, présentez-vous le budget consolidé? 3     4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget? 5     6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée? 7     8

**Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.**

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)? 9     10     11

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)? 12     13     14

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État? 15     16     17

**La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.**

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier? 18     19     20

- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant? 21     22



# **Données prévisionnelles non auditées**

**Exercice se terminant le 31 décembre 2021**

# Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	16 231 620
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	3 423 370
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	1 184 500
Activités de fonctionnement	6	1 153 170
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	21 992 660

**SUR UNE AUTRE BASE**

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	2 139 960
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	1 644 050
Autres		
▪	14	
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	68 000
Service de la dette	18	107 080
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	3 959 090
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	3 959 090
	27	25 951 750

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité***COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES****GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	1 810
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	9 350
	5	11 160

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	212 710
Cégeps et universités	7	10 610
Écoles primaires et secondaires	8	235 260
	9	458 580

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	469 740

**GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES**

Taxes sur la valeur foncière	15	3 980
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	1 150
Taxes d'affaires	17	
	18	5 130

**ORGANISMES MUNICIPAUX**

Taxes sur la valeur foncière	19	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	5 280
	21	5 280

**AUTRES**

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	20 960
	24	20 960
	25	501 110

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>								
<b>Taxes générales</b>								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	1 936 418 181 x	0,6920 /100 \$	13 400 014				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	39 212 413 x	0,6920 /100 \$	271 350				
Immeubles non résidentiels	4	141 998 854 x	1,4898 /100 \$	2 115 500				
Immeubles industriels	5	2 954 500 x	1,4898 /100 \$	44 017				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	29 209 000 x	1,3818 /100 \$	403 610				
Immeubles agricoles	8	42 700 x	0,6920 /100 \$	296				
<b>Total</b>	<b>9</b>			<b>16 234 787</b>	<b>( 3 167 )</b>	<b>( )</b>		<b>16 231 620</b>
<b>Taxes spéciales</b>								
Service de la dette (taux unique)	10	2 149 835 648 x	0,1594 /100 \$	3 423 370				
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	11		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	12		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	13		x /100 \$					
Immeubles industriels	14		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	15		x /100 \$					
Autres	16		x /100 \$					
Immeubles agricoles	17		x /100 \$					
<b>Total</b>	<b>18</b>			<b>3 423 370</b>	<b>( )</b>	<b>( )</b>		<b>3 423 370</b>

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>								
<b>Taxes générales</b>								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	19	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	20	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	21	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	22	x	/100 \$					
Immeubles industriels	23	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Autres	25	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	26	x	/100 \$					
<b>Total</b>	<b>27</b>				( )	( )		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	29	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	30	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	31	x	/100 \$					
Immeubles industriels	32	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33	x	/100 \$					
Autres	34	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	35	x	/100 \$					
<b>Total</b>	<b>36</b>				( )	( )		
		<b>Valeur locative imposable</b>						
<b>Taxe d'affaires sur la valeur locative</b>	<b>37</b>	x	%		( )	( )		

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**TAUX DES TAXES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

**Non audité**

<b>Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels</b> (montant fixe)	<b>Par unité de logement</b>
Eau	1 <u>265,00 \$</u>
Égout	2 <u>\$</u>
Eau et égout	3 <u>\$</u>
Traitement des eaux usées	4 <u>\$</u>
Matières résiduelles	5 <u>198,00 \$</u>

**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

<u>Description</u>	<u>Taux</u>	<u>Code</u>	<u>Préciser</u>
Améliorations locales		1 - du 100 \$ d'évaluation	code 2 et 3 - Annexe B
Compensation services mun art 204.4	0,6000	1 - du 100 \$ d'évaluation	Art. 4 - An. A - R#1300
Compensation services mun art 204.12	0,6920	1 - du 100 \$ d'évaluation	Art. 4 - An. A - R#1300
Mise aux normes - approvisionnement eau	0,0239	1 - du 100 \$ d'évaluation	Art. 5 - An. A - R#1300
Mise aux normes - traitement eaux usées	0,0244	1 - du 100 \$ d'évaluation	Art. 8 - An. A - R#1300
Réfection aqueduc	0,0314	1 - du 100 \$ d'évaluation	Art. 6 - An. A - R#1300
Service d'égout	0,1208	1 - du 100 \$ d'évaluation	Art.13 - An. A - R#1300
Réfection d'égout	0,0002	1 - du 100 \$ d'évaluation	Art.7 - An. A - R#1300

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	25 951 750
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	3 167

**Ajouter**

Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

**Déduire**

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 <sup>er</sup> alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	1 153 271
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	68 000
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	9	
<b>Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel</b>	<b>10</b>	<b>24 730 479</b>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI  
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 2 149 835 648

**TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2021**

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1,1503 / 100 \$

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>							
Générales	1	2 335 093	48 726		450 169	333 855	364
De secteur	2	154 602	288		31 801	42 693	
Autres	3						
<b>Taxes sur une autre base</b>							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	7 083			1 456	1 956	
Autres	5	407 461	780			231 963	
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	2 904 239	49 794		483 426	610 467	364

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

*Non audité*

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
<b>Taxes sur la valeur foncière</b>					
Générales	1	16 486 783			19 654 990
De secteur	2	2 108 286			2 337 670
Autres	3				
<b>Taxes sur une autre base</b>					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	96 585			107 080
Autres	5	3 143 806			3 784 010
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	21 835 460			25 883 750

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES**  
**QUESTIONNAIRE**  
**EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021**

<b>Non audité</b>	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>S.O.</b>
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25		\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-14	
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	35 996 210	\$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	3 649 160	\$
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	1 109 110	\$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31		\$



## ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Audrey Sénécal, atteste que le rapport financier de Ville de Sainte-Adèle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 21 février 2022.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Ville de Sainte-Adèle.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Ville de Sainte-Adèle consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Ville de Sainte-Adèle détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2022-02-14 11:42:42

Date de transmission au Ministère : 2021-06-22



# Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020		2019
		Budget	Réalisations	Réalisations
<b>Revenus</b>				
Fonctionnement	1	30 540 180	33 262 833	29 570 262
Investissement	2	4 093 704	3 985 089	2 503 555
	3	34 633 884	37 247 922	32 073 817
<b>Charges</b>	4	32 310 170	30 742 751	31 426 218
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	5	2 323 714	6 505 171	647 599
Moins : revenus d'investissement	6 (	4 093 704 )	( 3 985 089 )	( 2 503 555 )
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales</b>	7	(1 769 990)	2 520 082	(1 855 956)
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>				
Amortissement des immobilisations	8	5 127 020	5 054 207	5 127 020
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	275 000	66 587	95 138
Remboursement de la dette à long terme	10 (	3 652 260 )	( 3 653 088 )	( 3 422 816 )
Affectations				
Activités d'investissement	11 (	24 100 )	( 131 110 )	( 67 506 )
Excédent (déficit) accumulé	12	44 330	(118 049)	360 678
Autres éléments de conciliation	13		20 085	661 356
	14	1 769 990	1 238 632	2 753 870
<b>Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales</b>	15		3 758 714	897 914

Extrait du rapport financier, pages S16 et S17

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020	2019
<b>Actifs financiers</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	1 838 609	
Débiteurs	2	14 480 631	10 287 617
Placements de portefeuille	3		
Autres	4		
	5	16 319 240	10 287 617
<b>Passifs</b>			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6		110 950
Dettes à long terme	7	48 399 262	46 107 967
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8		
Autres	9	7 434 845	8 021 424
	10	55 834 107	54 240 341
<b>Actifs financiers nets (dette nette)</b>	11	(39 514 867)	(43 952 724)
<b>Actifs non financiers</b>			
Immobilisations	12	78 379 351	76 428 636
Autres	13	582 152	465 553
	14	78 961 503	76 894 189
<b>Excédent (déficit) accumulé</b>	15	39 446 636	32 941 465

*Extrait du rapport financier, page S8*

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ**  
**AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020	2019
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	16	4 115 903	1 427 629
Excédent de fonctionnement affecté			
▪ Parc Claude-Henri-Grignon	17	318 407	305 316
▪ Bénéfice - casino du maire	18	2 349	7 349
▪ Service de la dette	19		29 404
▪ Place du Refuge	20	2 000	2 000
▪ Camion d'incendie	21	125 300	
▪ Organismes	22	34 000	
▪ Licences	23	11 997	
▪ Assurance de dommages	24	160 000	
▪ Dépenses 2020 reportées	25	378 020	
	26	1 032 073	344 069
Réserves financières	27		
Fonds réservés	28	208 402	92 365
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29	(2 694 926)	(2 959 499)
Financement des investissements en cours	30	(3 141 695)	(4 428 345)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	31	39 926 879	38 465 246
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	32		
	33	39 446 636	32 941 465

*Extrait du rapport financier, page S23-1*

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	42 894 018
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	44 738 175

*Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25*

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME  
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020	2019
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	239 222	278 183
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	27 962 332	27 781 132
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	13 167 354	13 012 610
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises <sup>1</sup>	7	6 914 772	5 283 860
Autres	8	461 320	98 215
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	48 745 000	46 454 000

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

*Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37*

**SOMMAIRE DES REVENUS  
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020		2019
		Budget	Réalizations	Réalizations
<b>Fonctionnement</b>				
Taxes	11	25 408 000	25 314 736	24 532 925
Compensations tenant lieu de taxes	12	524 800	480 925	462 210
Quotes-parts	13			
Transferts	14	942 900	2 230 363	993 257
Services rendus	15	1 343 480	1 193 213	1 419 657
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	1 950 500	3 504 285	2 146 743
Autres	17	370 500	539 311	15 470
	18	30 540 180	33 262 833	29 570 262
<b>Investissement</b>				
Taxes	19			
Quotes-parts	20			
Transferts	21	4 093 704	3 985 089	2 085 655
Autres	22			417 900
	23	4 093 704	3 985 089	2 503 555
	24	34 633 884	37 247 922	32 073 817

*Extrait du rapport financier, page S16*

**SOMMAIRE DES CHARGES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		Réalizations 2020			Réalizations 2019
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Administration générale	1	4 293 451	147 928	4 441 379	4 234 901
Sécurité publique					
Police	2	2 856 285		2 856 285	2 926 979
Sécurité incendie	3	1 540 800	149 204	1 690 004	1 760 912
Autres	4	124 711		124 711	115 402
Transport					
Réseau routier	5	6 258 961	2 344 713	8 603 674	8 500 140
Transport collectif	6	91 074		91 074	79 496
Autres	7				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	8	3 178 689	1 982 448	5 161 137	5 419 495
Matières résiduelles	9	2 274 539	3 895	2 278 434	2 563 798
Autres	10	149 245		149 245	175 690
Santé et bien-être	11	188 565		188 565	161 379
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	12	808 989	13 812	822 801	803 072
Promotion et développement économique	13	346 083		346 083	346 323
Autres	14				
Loisirs et culture	15	2 418 169	412 207	2 830 376	3 165 562
Réseau d'électricité	16				
Frais de financement	17	1 158 983		1 158 983	1 173 069
Effet net des opérations de restructuration	18				
	19	25 688 544	5 054 207	30 742 751	31 426 218
Amortissement des immobilisations	20	5 054 207 (	5 054 207 )		
	21	30 742 751		30 742 751	31 426 218

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

**SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES**  
**EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		<u>2020</u>	<u>2019</u>
		Réalizations	Réalizations
<b>Revenus d'investissement</b>	1	3 985 089	2 503 555
<b>Éléments de conciliation à des fins fiscales</b>			
Immobilisations - Acquisition	2 (	7 025 007 )	( 9 071 989 )
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	)	( )
Financement à long terme des activités d'investissement	4	3 883 484	5 510 300
Affectations			
Activités de fonctionnement	5	131 110	67 506
Excédent accumulé	6	314 388	945 712
	7	(2 696 025)	(2 548 471)
<b>Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales</b>	8	1 289 064	(44 916)

*Extrait du rapport financier, page S18*